



Déclaration liminaire au CSA académique du 23 septembre 2025

Monsieur le Recteur, mesdames et messieurs les représentants de l'administration et des organisations syndicales, chers collègues,

La rentrée est faite, et c'est heureux, mais pas sans tensions, qui remontent de toutes les catégories et de tous les lieux d'exercice, où se vivent le manque de moyens, la désorganisation, des conditions de travail dégradées et la perte de sens qui guette.

Une rentrée scolaire sous tension, la formule n'est pas nouvelle il est vrai, mais elle est pleinement d'actualité.

Lors de sa conférence de presse de rentrée, la ministre de l'EN a reconnu, dans un effort assez inédit de transparence à cette échelle, qu'il manquait 2500 équivalent.es temps plein d'enseignants et d'enseignantes pour l'ensemble du territoire. Nul doute que sur ce nombre, une proportion non négligeable des ETP vacants se trouvent dans l'académie de Versailles, et pas uniquement parce que c'est la plus grande académie par le nombre des personnels et des élèves. Vous nous direz certainement l'état des troupes « à date » dans notre académie.

A ces places vacantes bien visibles devant les classes, y compris sur des rompus de temps partiels ou de décharges de direction ou syndicales, s'ajoutent celles tout aussi dommageables de personnels ATRF, administratifs ou encore de psy-EN. Et des difficultés de remplacements qui se posent déjà de manière systémique.

Alors que l'on peine à recruter et garder les personnels, la logique voudrait que l'on accorde un soin tout particulier à les « fidéliser » et c'est l'inverse qui se produit, à voir les conditions et les délais d'affectation des personnels. Est-ce un problème de logiciel (au sens propre et au sens figuré), d'organisation des services, de sous-effectifs et de charge de travail pesant sur les personnels administratifs en services déconcentrés. Sur ces deux derniers points au moins, et sans doute sur la totalité, nous ne pensons pas faire fausse route.

Quoi qu'il en soit, les conditions d'affectation des personnels, enseignant.es stagiaires, contractuels, TZR, mais aussi administratifs en EPLE, que nous percevons comme très dégradées en cette rentrée scolaire, ont un fort impact sur chacun.e de ces agent.es mais aussi sur leurs collègues, sur les écoles et établissements.

Parmi les personnels dont le manque est criant en cette rentrée scolaire, les AESH. A cet égard les ETP supplémentaires dont la ventilation est présentée à l'odj sont bienvenus

mais encore faut-il recruter. Le nombre total d'AESH et recruté.es et prévu.es en recrutement reste toujours très loin des besoins réels, des notifications prononcées, du nombre d'élèves en situation de handicap à accompagner. Et pour relever le défi d'une école inclusive juste, il manque aussi massivement de personnels et places en ULIS, ou de places en IME pour des élèves notifiés, notamment.

Le mantra de la baisse démographique qui justifierait d'avoir moins de personnels, auquel la CFDT ne souscrit pas, s'applique de toute les façons bien mal dans notre académie. Des élèves restent sans affectations et des classes voient leurs effectifs surchargés. Sans surprise, c'est surtout dans la voie professionnelle, dans les départements du Val d'Oise et de l'Essonne, que les places manquent et qu'on en vient à tâcher de pousser les murs. Que dire à ces jeunes ? « Tu es né en 2010, dommage tu es déjà trop vieux de 10 ans, reviens plus tard il y aura des places libres... » C'est le surbooking aérien appliqué aux formations publiques.

Il s'agit là de choix politiques. Certes, avec sa chute attendue et précipitée, le projet de budget 2026 du gouvernement Bayrou et ses annonces en forme de « musée des horreurs » n'est plus. Pour la CFDT, le prochain gouvernement, quel qu'il soit, doit proposer et incarner des choix différents. L'école, la formation, la recherche ne doivent pas être davantage sacrifiées. Nous avons besoin de plus et de mieux en matière de services publics mais aussi de reconnaissance des agents et des agentes du service public. Et pour cela, d'autres options fiscales ou budgétaires existent. C'est le sens de la mobilisation du jeudi 18 septembre dernier, en intersyndicale, par la grève et la manifestation. La CFDT veut faire entendre le besoin et l'urgence de choix plus justes pour notre société, pour le monde du travail, pour les services publics, mais aussi le besoin et l'urgence pour nos champs professionnels de sortir d'un travail de plus en plus empêché, où l'on navigue à vue.

Les annonces de rentrée restent en mode plus vite que la musique. Des plans locaux d'évaluation, des annonces sur la voie pro. En juin, vous nous aviez indiqué Monsieur le Recteur qu'il était urgent d'attendre pour faire un bilan du très décrié parcours en Y et de ses conséquences unanimement décrites comme délétères, après les alertes portées par nos OS depuis des mois. Au ministère, l'été a sonné l'heure du bilan sans bilan : puisque ça n'a pas marché gardons la même recette mais en cassant moins d'œufs, enfin réduisons de 6 à 4 semaines. Cela n'est pas sérieux et pas respectueux, ni des personnels, ni des élèves.

Nous avons à l'ordre du jour l'examen du plan académique d'action pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Si notre organisation est satisfaite des travaux qui ont pu être menés, et que certaines évolutions demandées qui ont pu être intégrées, il reste beaucoup à faire en actes.

C'est l'occasion de rappeler le besoin et le devoir impérieux de l'employeur à protéger ses agents et agentes, à être intraitable quant aux violences et comportements discriminatoires quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, les propos et les actes misogynes, homophobes, racistes...

Notre organisation syndicale tient à exprimer son immense tristesse et sa solidarité après le suicide de notre collègue Caroline Grandjean, enseignante et directrice d'école dans le Cantal, survenu le jour de la rentrée, après qu'elle a été victime d'insultes et de menaces homophobes répétées. Ce drame est insupportable et choquant. Plus que jamais, la CFDT refuse toutes les logiques de haine, de vindicte et toute forme de LGBTI-phobie.

Lutter contre les discriminations, les violences, les stéréotypes, les assignations sont au rang des missions de notre institution, dans un contexte de backlash préoccupant. C'est tout l'enjeu de l'EVARS, de l'éducation à l'égalité filles-garçons, ou de façon plus ciblée du plan fille-maths. Pour autant, sur ces sujets comme sur la lutte contre le décrochage, contre le harcèlement, ou pour une meilleure prise en charge de la santé mentale, il ne suffit pas de dire que c'est prioritaire ou de prévoir des référents. Encore faut-il prévoir les moyens, c'est-à-dire le temps, la formation, la rémunération pour celles et ceux qui endossent des casquettes et des missions supplémentaires.

Or sur ce point, c'est le rabot budgétaire tous azimuts. Les missions des référents ne sont pas financées, on opère des économies de bout de chandelle au détriment des formateurs académiques ou sur les frais de déplacements, les crédits pour l'accès à la culture sont drastiquement limités. Le financement n'a certes pas la même origine mais la réduction vertigineuse des crédits alloués par la Région pour les manuels et la volonté d'imposer des ouvrages numériques et granulaires maison concourent au même constat qu'il faudrait faire bien mieux avec bien moins...

L'école peut beaucoup, il ne se trouvera personne ici, des deux côtés de la table, pour dire le contraire. Mais elle ne peut pas tout, et pas au prix de la santé de ses personnels, ou de la perte de sens....

Nous vous remercions de votre attention.